

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
DU 19 SEPTEMBRE 2003**



G R O U P E

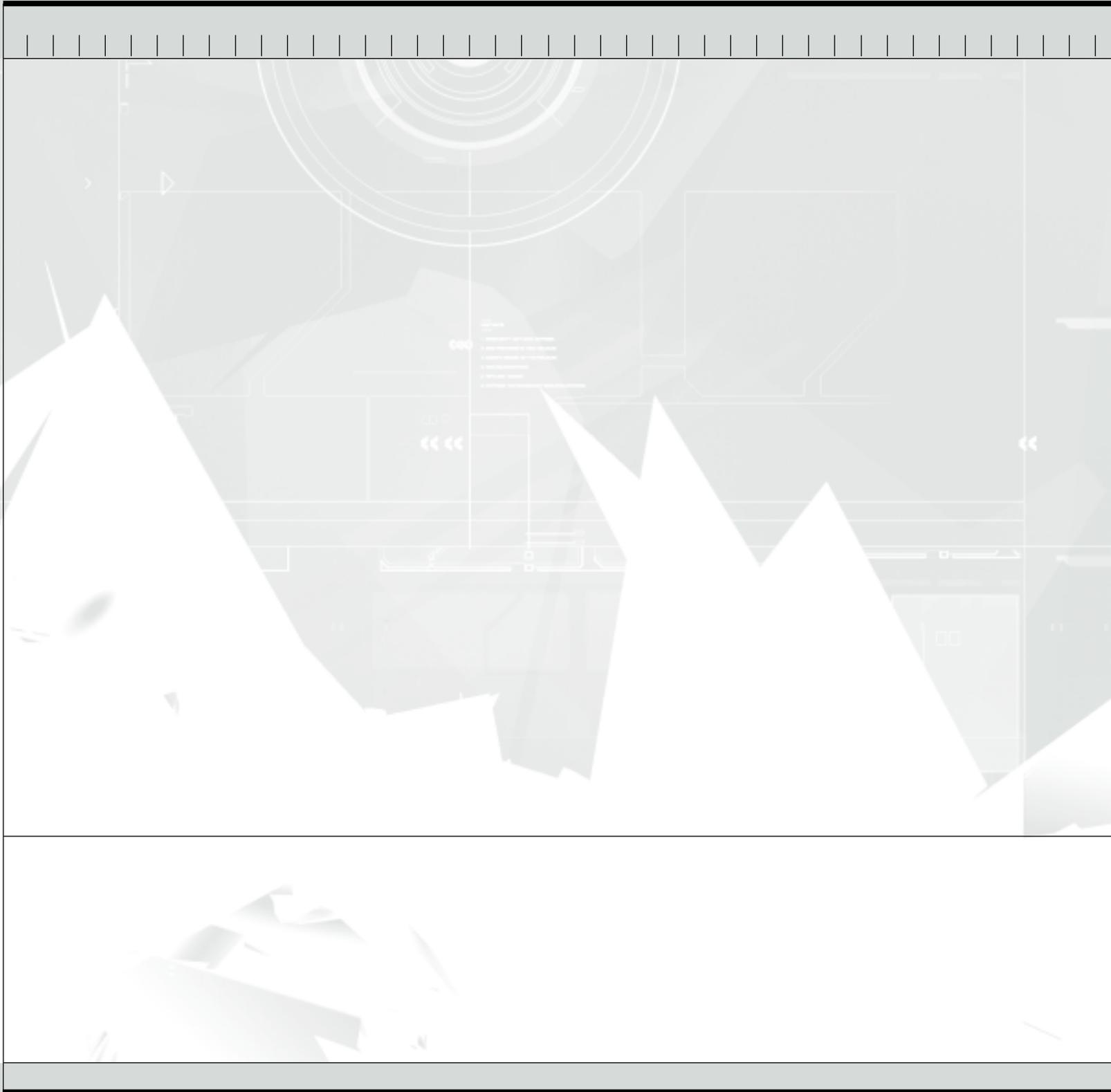
Rapport d'activité du Groupe	28
Comptes consolidés du Groupe	37
Rapport des Commissaires aux Comptes	72

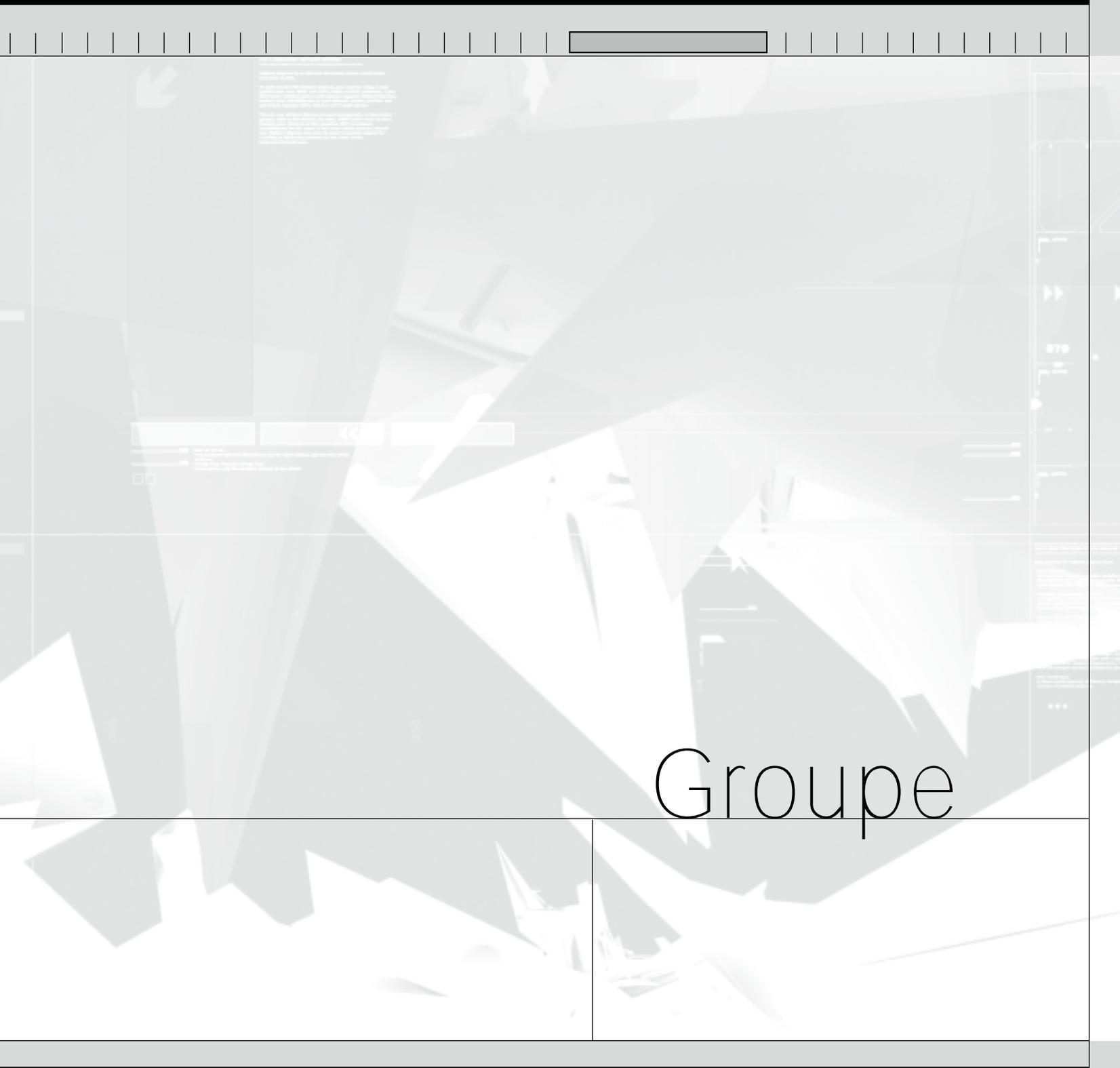
S O C I É T É M È R E

Rapport de gestion de la Société mère	74
Comptes simplifiés de la Société mère	83
Rapports des Commissaires aux Comptes	91
Rapport du Directoire à l'Assemblée Générale Mixte	96
Résolutions – Assemblée Générale Mixte	101
Rapport du Conseil de Surveillance	107

A U T R E S I N F O R M A T I O N S

Organigramme du Groupe	108
Structure organisationnelle du Groupe	109
Informations générales concernant l'émetteur et le capital	110
Intérêt dans le capital de la Société et rémunération des Dirigeants	117
Engagements hors-bilan	118
Informations sur la dépendance et la protection	120
Facteurs de risques	122
Responsables du document de référence et du contrôle des comptes	124
Tableau de concordance	127





Groupe

1. FAITS MARQUANTS

1.1 Impact de change

La répartition des revenus du Groupe par devise est de 27 % pour le dollar et les monnaies liées, 13 % pour le yen, 50 % pour l'euro et 10 % pour les autres devises. Entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2003, le dollar s'est déprécié de - 19 % et le yen de - 10,6 % par rapport à l'année précédente, obérant le montant moyen des revenus des ventes de produits mais aussi des licences. L'effet négatif sur les revenus se chiffre à 4,5 millions d'euros par rapport à l'année 2001-2002.

La fabrication de la plus grande partie de nos produits étant européenne, on peut estimer que l'impact des variations de change s'est répercuté à 100 % sur la marge brute. L'or s'est valorisé, du fait des éléments économiques et de la période d'incertitude, en sens inverse de la dépréciation du dollar.

Les coûts de structure des filiales implantées dans la zone dollar et yen ont bénéficié de la faiblesse de la monnaie. On peut chiffrer cet impact favorable à 262 K€.

Les couvertures de change ont permis d'atténuer l'effet global net des transactions de la maison mère vers ses filiales à hauteur de 408 K€ dans le résultat financier. Le montant consolidé des gains et pertes de change net montre une variance de 56 K€ par rapport à l'année précédente.

On peut donc chiffrer l'effet de change à environ 3,2 millions d'euros dans le résultat net par rapport à l'exercice 2001-2002.

1.2 Le marché chinois

La Société a souhaité mettre en place rapidement sur le marché chinois la politique commerciale appliquée avec succès dans les autres pays et plus particulièrement au Japon. Contrôle de la politique de remise, sélectivité des points de

vente, contrat de partenariat directement avec les détaillants, ont provoqué une réaction rapide et brutale des grossistes intermédiaires. Les mois de septembre à décembre ont été particulièrement touchés. Depuis janvier, le niveau des ventes a progressé par rapport aux années précédentes.

Le Groupe considère que cette étape était indispensable pour préparer l'avenir et élever encore le niveau de présentation de la marque sur ce territoire à très fort potentiel.

Malgré les quatre mois difficiles, le chiffre d'affaires sur les marchés de Hong Kong et en Chine affiche une croissance de 2 % hors effet de change.

1.3 Incidence des données conjoncturelles de fin d'année

Le climat d'attente qui a précédé le déclenchement des hostilités en Irak a fortement pesé sur l'activité, plus particulièrement en Europe et aux États-Unis.

La guerre en mars 2003 a provoqué une interruption de la relation commerciale avec le Moyen-Orient, ce qui a eu une incidence sur le chiffre d'affaires de ce même mois.

La propagation du virus de la pneumopathie atypique s'étant accélérée à partir de mi-mars, les conséquences sur la fréquentation de la distribution ont été peu marquées dans l'exercice. Ce nouvel élément devrait pénaliser les ventes des régions touchées dans les prochains mois.

1.4 Poursuite des investissements dans la distribution et la communication

S.T.Dupont a souhaité maintenir les efforts budgétaires nécessaires pour préparer l'avenir, dans un exercice déjà touché par les effets de change, l'attente et la dégradation de la consommation.

Le contrôle de l'environnement produits a été accru lors de l'exercice par le renforcement du département merchandising. Une consultation d'architectes a été lancée pour l'étude d'un nouveau concept de magasin, qui devrait être mis en œuvre courant 2003 et se déployer progressivement dans les années suivantes.

Le programme de publicité a été amplifié avec un nouveau visuel et une sélection rigoureuse de supports choisis pour la qualité de leur lectorat. Les licenciés contribuent à l'effort de renforcement de l'image.

1.5 Poursuite des investissements industriels

La Société s'est attachée à mettre en valeur les compétences uniques de S.T.Dupont par une forte créativité, de façon à mettre en œuvre ses savoir-faire d'orfèvrerie et de laque de Chine. Des équipements très performants ont été acquis, notamment pour obtenir de nouveaux styles de décors, dont la sophistication est reconnaissable et appréciée par les consommateurs. Certaines productions externalisées ont été réintégrées sur le site industriel afin de développer des lignes transversales et de mieux optimiser les ressources.

1.6 Nouvelles orientations marketing

En complément du développement du briquet et du stylo, la Société a renforcé ses investissements dans deux secteurs qu'elle a identifiés à la fois comme fort potentiel commercial et excellents vecteurs d'image : la maroquinerie et le prêt-à-porter. Le Groupe entend renforcer ses efforts sur ces deux gammes de produits, dont les succès sont déjà prometteurs, et s'imposer ainsi comme marque globale du luxe masculin. Cette orientation s'est déjà concrétisée pendant l'exercice :

- la mise en chantier de lancements majeurs en maroquinerie pour l'exercice suivant ;
- un renforcement de l'équipe de création de la division prêt-à-porter ;
- la conception d'une collection innovante pour la saison automne/hiver 2003-2004.

1.7 Démarrage d'un plan de repositionnement de la marque

Désireux de se donner des orientations efficaces et légitimes, S.T.Dupont a fait appel à un cabinet spécialisé pour étudier la perception de la marque aujourd'hui et son évolution possible. Après un premier stade d'évaluation, l'action est programmée par étapes successives. Il s'agit de donner un style nouveau à la marque et de mieux cibler ses nouveaux consommateurs.

L'ensemble des investissements va dans le sens d'une optimisation des atouts de la marque et d'une vision toujours plus claire de son territoire d'évolution.

2. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

2.1 Environnement international

L'année 2002 s'est écoulée dans un contexte de tensions internationales et d'incertitude économique qui a nettement réduit les espoirs d'une reprise significative de la croissance mondiale.

Une réelle crise de confiance s'est installée, décourageant la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Les scandales financiers révélés au cours de l'exercice, ainsi que la faillite brutale de géants mondiaux, ont précipité l'effondrement déjà bien amorcé des marchés boursiers et financiers. Face à une telle situation, les grandes zones économiques ont tenté de réagir.

Grâce à une relance budgétaire conséquente, mais aussi à une politique monétaire très souple, les États-Unis sont parvenus à relancer sensiblement la croissance, passant d'un niveau de 0,3 % à un taux de 2,3 % avant le début des hostilités en Irak.

Dans un climat de crise économique et diplomatique, l'Union européenne a révélé certaines de ses faiblesses. Les difficultés budgétaires de l'Allemagne et de la France ont conduit à une remise en question des "piliers européens", et les conflits au Moyen-Orient ont montré le manque d'union de l'Europe. Dans ce contexte très tendu, l'Europe n'a pas réussi à amorcer une reprise significative et affiche un taux de croissance de 0,8 % à fin 2002.

La Russie obtient, pour la quatrième année consécutive, un taux de croissance très satisfaisant (4 %). L'amélioration constante du pouvoir d'achat et l'émergence de plus en plus significative d'une classe moyenne dans les zones riches dynamisent la consommation. Enfin, sa place retrouvée de premier producteur de pétrole brut lui confère une position clé au sein des relations internationales.

Le Japon a connu une année très difficile et, malgré les mesures drastiques prises par le gouvernement, le pays reste dans une situation plus qu'incertaine.

Dans cet environnement international dépressif, l'Asie émergente fait figure d'exception. Dopés par l'ouverture de la Chine aux échanges internationaux, ces pays d'Asie affichent des taux de croissance de l'ordre de 4 %. L'adhésion de la Chine à l'OMC a intensifié les échanges interrégionaux dans cette zone, protégeant ainsi les pays émergents de la récession mondiale.

Le grand vainqueur de la zone reste la Chine qui, en s'ouvrant aux marchés mondiaux, risque de bouleverser la structure des échanges. Attirant massivement les investisseurs étrangers, ce pays se présente comme le levier de l'économie mondiale.

En revanche, la situation de Hong Kong reste préoccupante, et 2002 marque la quatrième année consécutive de récession.

Dans ce climat, une forte fluctuation des changes s'est installée. Le dollar et toutes les monnaies liées, mais aussi le yen, se sont considérablement dépréciés face à l'euro, générant pour les entreprises présentes sur ces zones un risque de change important.

Deux faits majeurs ont marqué la fin du premier trimestre 2003 : la déclaration de guerre en Irak et la propagation du virus SRAS en Asie. La déclaration de guerre, le 20 mars 2003, a temporairement mis fin au climat d'attentisme qui régnait jusque-là. L'épidémie de pneumopathie virale qui s'est développée en Asie courant mars 2003, a eu un impact mondial. Cette crise sanitaire a en effet provoqué une peur générale, affectant l'économie asiatique et le tourisme mondial.

2.2 Évolution de S.T.Dupont

Le chiffre d'affaires s'établit pour l'exercice 2002-2003 à 86,6 millions d'euros, en progression hors effet de change de 0,6 %. Comme indiqué ci-dessus, il a été très fortement marqué par les effets de change et le climat économique international. Dans ce contexte, le Groupe a maintenu ses volumes, tout particulièrement sur les lignes de briquets et stylos.

La réorganisation du réseau de distribution en Chine a ralenti pendant plusieurs mois le développement sur cette zone, mais la croissance est revenue dès le quatrième trimestre. L'Europe, par contre, a connu un deuxième semestre globalement décevant.

L'environnement de l'exercice 2002-2003 masque des réussites commerciales significatives dans le réseau contrôlé, où le Groupe semble prendre des parts de marché.

3. ÉVOLUTION PAR ACTIVITÉ

	Chiffre d'affaires au 31/03/03 effet de change inclus		Variation % versus 31/03/02	Chiffre d'affaires au 31/03/03 au taux de mars 2002		Variation % versus 31/03/02	Chiffre d'affaires au 31/03/02	
	Millions d'euros	%		Millions d'euros	%		Millions d'euros	%
Briquets et stylos	50,5	58,3	- 3,7	52,9	58,1	0,8	52,5	57,6
Maroquinerie et autres	31,6	36,5	- 5,3	33,5	36,8	0,2	33,4	36,7
Chiffre d'affaires produits	82,2	94,9	- 4,3	86,5	94,8	0,6	85,9	94,3
Licences	4,3	5,0	- 16,3	4,6	5,0	- 11,1	5,2	5,7
Chiffre d'affaires net	86,6	100,0	- 5,0	91,1	100,0	- 0,1	91,1	100,0

3.1 Briquets et stylos

L'activité des lignes de Stylos affiche un chiffre d'affaires en progression hors effet de change de 4,9 %, grâce notamment à l'activité cadeaux d'affaires qui a retrouvé un rythme soutenu après une année 2001-2002 fortement pénalisée par les événements du 11 septembre. L'Europe et le Moyen-Orient sont les moteurs de cette croissance.

Le lancement du stylo "mini Olympio" est venu renforcer les ventes sur le segment des petits stylos ; il s'associe parfaitement avec la gamme cuir, permettant de nombreuses offres commerciales.

L'activité Briquets est stable en volume par rapport à l'année précédente. Les excellentes performances du Japon (+ 21,2 % hors effet de change), de la zone Hong Kong/Chine (+ 8,4 % hors effet de change), et des États-Unis ont compensé les baisses des marchés européens.

Le prix moyen des briquets traditionnels a continué d'augmenter grâce au mix produit : ventes de séries limitées prestigieuses ou séries spéciales qui ont eu un franc succès

("Taj Mahal", "Statue de la Liberté"...). Ces séries ont d'ailleurs été déclinées sur d'autres lignes de la marque comme les instruments à écrire.

3.2 Maroquinerie et autres produits

Les lignes de diversification de la marque hors effet de change sont stables et mettent en évidence des résultats contrastés. Ainsi les ventes de montres sont en forte diminution (- 46 %), pénalisées par un effet de base défavorable du fait du lancement d'une ligne importante l'année précédente. Néanmoins le Groupe considère cette performance comme décevante et prépare de nouveaux projets pour relancer les ventes dans un environnement peu porteur. Par contre, à effet de change constant, la maroquinerie est en croissance de 2 %, tirée par l'Asie et les pays de l'Est. Les accessoires, bénéficiant de la nouvelle politique commerciale mise en œuvre, continuent de prendre des parts de marché (progression des ventes : + 8 %) : La transversalité des thèmes et le renouvellement des gammes ont suscité une attractivité plus forte auprès du consommateur. Le prêt-à-porter (+ 8 % hors effet de change) se développe tout particulièrement dans le réseau des boutiques en propre en Asie et dans les pays de l'Est.

3.3 Licences

L'exercice 2002-2003 a été une année de transition pour les redevances, qui affichent une baisse de 11 % hors effet de change, car elles subissent l'impact de la réorganisation des réseaux de distribution en Chine (- 17 %) et la suspension de la licence prêt-à-porter au Japon (- 51 %).

Toutes les autres licences sont en progression (au total : + 5 %), sauf la licence parfum qui est quasi stable. Un nouveau parfum récemment lancé au cours de l'exercice 2003-2004 devrait permettre de combler ce résultat.

La politique de licences continue à accroître la visibilité de la marque, grâce notamment à l'extension du réseau de distribution de ces produits et à la politique de communication qui l'accompagne. La maîtrise de la création et l'encadrement strict en matière de contrôle qualité contribuent à promouvoir le caractère d'exception des produits S.T.Dupont distribués sous licence.

4. ÉVOLUTION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires au 31/03/03 effet de change inclus		Variation % versus 31/03/02	Chiffre d'affaires au 31/03/03 au taux de mars 2002		Variation % versus 31/03/02	Chiffre d'affaires au 31/03/02	
	Millions d'euros	%		Millions d'euros	%		Millions d'euros	%
France	10,5	12,8	- 5,3	10,5	12,1	- 5,4	11,1	12,9
Europe (hors France)	25,5	31,0	- 6,0	25,5	29,5	- 5,9	27,1	31,6
Asie	38,3	46,6	- 3,2	42,2	48,8	6,6	39,6	46,0
Amériques	3,5	4,3	- 10,2	3,9	4,5	- 0,3	3,9	4,5
Autres	4,4	5,3	4,2	4,4	5,1	4,2	4,2	5,0
Chiffre d'affaires net	82,2	100,0	- 4,3	86,5	100,0	0,6	85,9	100,0

4.1 France

Pour l'exercice 2002-2003, la France affiche un recul des ventes de 5,3 % alors que ce marché était en croissance de 3,6 % à la fin du premier semestre. En revanche, l'activité Cadeaux d'affaires, qui avait été fortement pénalisée par les événements du 11 septembre au cours de l'exercice précédent, a enregistré une hausse de 17,7 %. Le développement des ventes du réseau contrôlé, et plus particulièrement le déploiement dans les grands magasins, se poursuit avec succès puisque les ventes ont affiché une forte progression

(+ 50 %). Ces bonnes performances ont permis de combler partiellement le retrait observé dans le réseau traditionnel et les boutiques en propre qui ont été le plus touchés par le ralentissement observé au second semestre.

Un décalage de commandes a pénalisé l'activité de fabrication pour d'autres marques mais le nouvel exercice fiscal démarre avec de nombreux nouveaux projets.

4.2 Europe (hors France)

L'activité en Europe montre un retrait de 6 % par rapport à l'année précédente, principalement dû au recul des ventes sur le marché espagnol et sur les marchés d'Europe méditerranéenne. Ces pays ont souffert de la baisse du tourisme, et la fragilité de certains agents a amené le Groupe à être très prudent dans ses livraisons. Les marchés allemand et suisse ont été très difficiles, de par la faiblesse de leurs économies domestiques. À l'inverse, la filiale italienne enregistre une progression importante de ses ventes, grâce notamment au déploiement de la marque dans les grands magasins. Dans les pays de l'Est, où deux nouvelles boutiques ont été ouvertes, à Moscou et en Bulgarie, la croissance du chiffre d'affaires est au rendez-vous (+ 11,5 %).

4.3 Asie (y compris Japon)

Cette zone, qui représente 46,6 % du chiffre d'affaires de S.T. Dupont, a été économiquement plutôt préservée, et les performances du Groupe en 2002-2003 y sont excellentes. Les résultats traduits en euros sont très fortement pénalisés par le taux de change du dollar et des monnaies liées, ainsi que du yen : ainsi l'Asie enregistre une hausse de 6,6 % hors effet de change, alors que les chiffres montrent une diminution de 3,2 % avec effet de change.

L'année a été marquée par le recul des ventes à destination de la Chine de septembre à décembre du fait des actions menées pour revaloriser le réseau de distribution. Le dernier trimestre met en évidence un retour à la croissance qui n'a pu compenser que partiellement les volumes perdus en cours d'année. Hors effet de change, les marchés de Hong Kong et de la Chine affichent ensemble une croissance de 3,2 %. Le réseau retail est en forte croissance (+ 26,2 %) et le réseau de gros en recul de 6,8 %, évolution qui traduit l'impact momentané de la nouvelle politique commerciale développée au cours de l'exercice.

Le Japon affiche d'excellents résultats, avec une hausse de 14,6 % hors effet de change (4,8 % y compris effet de change), avec des ventes briquets en progression, et de nouvelles implantations dans le réseau contrôlé.

À Taiwan, la mutation vers le retail s'accélère (30,2 % de croissance) avec, à fin mars, 7 boutiques et shop-in-shops. Les ventes sur le marché de gros, hors effet de change, sont inférieures de 3,4 % par rapport à l'année précédente.

La croissance vers les marchés export direct asiatiques (+ 8,9 %) provient principalement des bonnes performances des duty-free.

4.4 Amériques

Les Amériques ont globalement montré une régression de l'activité (- 10,2 %), essentiellement liée à la situation économique en Amérique du Sud. Par contre, après une année 2001-2002 affectée par les événements du 11 septembre, les États-unis ont affiché une hausse importante de leurs ventes : 20,7 % hors effet de change et 6,9 % avec effet de change. Le lancement au premier semestre de la série spéciale "Statue de la Liberté" a rencontré un vif succès et a révélé l'existence croissante d'une clientèle de collectionneurs.

4.5 Autres marchés

Le Moyen-Orient a globalement enregistré une augmentation de ses ventes (+ 5,2 %) sur l'exercice, malgré un quatrième trimestre en retrait réalisé dans un climat d'attente lié au conflit irakien. À fin décembre, ce marché affichait des performances de + 26,1 %.

5. RESSOURCES HUMAINES

La politique contractuelle en matière de ressources humaines a été particulièrement riche au cours de l'exercice. Elle s'est traduite par la conclusion de quatre accords avec les organisations syndicales représentatives :

- un accord portant sur l'attribution d'augmentations générales et individuelles liées au mérite pour l'exercice ;
- un accord d'intéressement au niveau de l'entreprise, basé sur l'amélioration des résultats de la Société et sur sa capacité à financer son développement. Ceci constitue un élément fondamental de motivation et d'intégration des salariés à la vie économique de l'entreprise ;
- un accord d'entreprise de Cessation d'Activité de Salariés Agés et de gestion prévisionnelle des emplois et compétences relatif à l'établissement industriel de Faverges. Cet accord permet une meilleure gestion prévisionnelle des emplois par l'adaptation quantitative et qualitative des effectifs permettant, en outre, un rééquilibrage de la pyramide des âges, qui se concrétisera au cours de l'exercice prochain ;
- enfin, un accord d'établissement d'aménagement du temps de travail au service Expéditions pour accroître la flexibilité et améliorer le service Clients.

Dans le cadre de sa politique de recrutement, la Société a renforcé son activité négoce pour répondre aux objectifs de développement des produits. En outre, la fonction Cadeaux d'Affaires a été progressivement mise en place au sein de nos différentes filiales. De plus, un renforcement des équipes d'accompagnement du développement Retail a été effectué, tant en France que dans les filiales et le département Retail a été renforcé par la création d'un service Visual Merchandising.

Par ailleurs, la mise en place d'une organisation centralisée des services Expéditions et Après-Vente a permis de rationaliser et d'améliorer l'efficacité du service Clients.

6. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Les investissements importants de l'exercice ont montré la volonté de continuer à augmenter la productivité du centre industriel, de la logistique et des fonctions administratives, sans faire l'impasse sur les investissements de sécurité et de protection de l'environnement. De nouveaux robots ont été mis en place et une nouvelle machine laser promettant de nombreuses possibilités de décors est installée. Une nouvelle organisation se met en place pour assurer une logistique plus efficace. Sur un total d'investissements corporels de 3,6 millions d'euros, 2,4 millions d'euros ont été comptabilisés sur le site de Faverges.

De nouveaux partenaires font confiance à S.T.Dupont pour la réalisation de leurs projets de sous-traitance industrielle dans de nouvelles lignes de produits.

Par ailleurs, une partie des budgets a été consacrée aux produits nouveaux et au développement du réseau contrôlé.

7. RÉSULTATS ET STRUCTURE FINANCIÈRE

7.1 Analyse des résultats

Le résultat est fortement affecté par les effets de change, la comptabilisation d'éléments inhabituels, et la volonté du Groupe de ne pas couper les investissements stratégiques qui contribuent au développement de la marque.

Marge brute

On peut estimer l'impact de l'effet de change au niveau de marge à 4,5 millions d'euros, ce qui explique complètement la baisse du taux de marge brute de 51,0 % l'année précédente à 48,3 % cette année. Hors cet élément, le taux de marge aurait été de 50,9 %.

Marge opérationnelle

La marge opérationnelle est en très fort recul, compte tenu du taux de marge brute et des efforts d'investissements.

L'investissement sur la marque est de 7,7 % par rapport au chiffre d'affaires, contre 7,1 % l'année précédente, et représente en valeur absolue un effort supplémentaire de 0,4 million d'euros hors effet de change.

Les frais commerciaux augmentent à change constant de 6,8 % du fait du renforcement des équipes retail en France et à l'étranger. Ils représentent, à fin mars 2003, 18,7 % du chiffre d'affaires contre 17,4 % un an plus tôt.

Les frais administratifs représentent une évolution de 6,6 % hors effet de change, pour prendre en compte la comptabilisation de provisions sur certains actifs stocks et clients.

L'effet de change net au niveau de la marge opérationnelle est estimé à 3,4 millions d'euros. Retraité de cet effet, le résultat opérationnel aurait été positif de 2,3 millions d'euros.

Résultat net

Les couvertures de change qui ont été prises au niveau de la maison mère favorisent le résultat financier qui est presque au niveau de l'année précédente.

Le Groupe comptabilise des provisions inhabituelles à hauteur de 2,1 millions d'euros dans les comptes à fin mars 2003. Une provision pour charge de 1,3 million d'euros est prise en compte pour permettre au personnel du site industriel de bénéficier des accords de départ anticipé signés dans le cadre de la convention collective de la métallurgie. D'autres provisions pour restructuration du réseau représentent une charge de 0,5 million d'euros.

S.T.Dupont subit un impôt sur les sociétés de 1,2 million d'euros, compte tenu de la profitabilité de certaines filiales et des profits générés par la politique active de déstockage mise en œuvre au cours de l'exercice.

L'effet de change net au niveau du résultat net est estimé à 3,2 millions d'euros.

L'application du règlement n° 00-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2002, n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe S.T.Dupont pour l'exercice 2002-2003.

Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement reste positive et s'élève à 0,8 million d'euros, malgré le résultat net négatif de l'exercice.

7.2 Structure financière

Des efforts importants ont été menés pour améliorer le besoin en fonds de roulement, qui se sont traduits par une amélioration du recouvrement client et une meilleure gestion du passif.

La nouvelle organisation des flux de stockage et de préparation des livraisons est en cours de finalisation et un nouveau pays (Taiwan) a été intégré dans le schéma des livraisons directes et semi-directes. D'autres suivront dans les prochains mois.

Les stocks ont augmenté, du fait des rotations lentes de certaines lignes de produits dans le contexte ralenti des ventes sur la deuxième partie de l'année, ou de par leur faible performance commerciale dans le contexte économique actuel (comme les montres par exemple).

La trésorerie d'exploitation est positive de 2,2 millions d'euros. Elle couvre la moitié des investissements maintenus de 4,4 millions d'euros.

La Société a versé en octobre 2002 un dividende brut sur les réserves pour un montant total de 0,9 million d'euros.

Par conséquent la trésorerie nette du Groupe est en baisse de 3,7 millions d'euros, ce qui correspond à l'effet de change net sur le résultat de l'exercice.

L'endettement financier est faible car il représente, à fin mars 2003, 9 % des capitaux propres.

8. PERSPECTIVES D'AVENIR

Les événements imprévisibles qui ont trouvé leur origine dans l'exercice précédent suite aux attentats du 11 septembre 2001 (variation des changes, guerre en Irak) ont fortement perturbé l'activité de l'entreprise.

Depuis fin mars 2003, un nouvel élément dont les effets se font actuellement sentir sur les ventes en Asie ralentit la croissance et vient augmenter le manque de visibilité sur l'avenir : le SRAS. De plus, depuis début avril, l'évolution défavorable des monnaies pénalise la rentabilité du Groupe.

L'exercice 2003-2004 sera marqué par la préparation de nouvelles gammes pour l'année 2004-2005 qui devraient mettre en avant les savoir-faire de la marque, plus particulièrement en briquets et en cuir. La relance du prêt-à-porter devrait permettre une amélioration sensible de la progression enregistrée au cours de l'exercice écoulé.

Les départs anticipés au centre industriel permettront de former à nos métiers de nouveaux potentiels et de préparer les enjeux des prochaines années. De plus, S.T.Dupont poursuit son objectif d'augmenter la productivité de notre centre industriel en même temps que l'apprentissage de nouvelles technologies et de nouveaux métiers. Le Groupe continuera à intégrer certaines lignes de produit, comme cela a été fait avec succès pour les lignes accessoires, ce qui permettra d'accroître l'offre de gammes coordonnées entièrement contrôlées.

L'évolution vers une marque globale dans l'univers du luxe masculin restera un axe de travail important de l'exercice en cours, tout comme sera prioritaire le déploiement du réseau de distribution contrôlé. La conjoncture actuelle pourrait cependant en ralentir la vitesse de déploiement.

Hors évolution rapide du contexte actuel, l'exercice 2003-2004 s'annonce tout aussi difficile que l'exercice écoulé. L'euro, qui s'est apprécié de 8 % par rapport au dollar entre fin février et mi-mai 2003, reste source d'inquiétude. La baisse conséquente des ventes du 1^{er} trimestre dans la zone Asie, due à l'épidémie de pneumonie atypique, aura un impact significatif, tant sur l'activité que sur la rentabilité dans cette région importante.

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	Notes	31/03/03	31/03/02	31/03/01 *
Chiffre d'affaires net produits	20 & 21	82 222	85 956	84 870
Redevances	20	4 347	5 193	4 964
Chiffre d'affaires net total	20 & 21	86 569	91 149	89 834
Coûts des ventes		(44 736)	(44 634)	(44 367)
Marge brute		41 833	46 515	45 467
Frais de communication		(6 652)	(6 456)	(5 683)
Frais commerciaux	22	(16 226)	(15 873)	(15 835)
Frais généraux et administratifs	22	(19 983)	(18 994)	(18 629)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(10)	69	111
Résultat opérationnel	20 & 21	(1 038)	5 261	5 431
Résultat financier	23	(652)	(593)	(767)
Éléments inhabituels des activités ordinaires	24	(2 068)	29	77
Résultat courant		(3 758)	4 697	4 741
Impôts sur les résultats	25 & 26	(1 241)	(598)	(769)
Résultat net des entreprises intégrées		(4 999)	4 099	3 972
Amortissement des écarts d'acquisition		(335)	(335)	(335)
Résultat net – part du Groupe		(5 334)	3 764	3 637
Résultat net par action (en euros)	27	- 0,86	0,61	0,59
Résultat dilué par action (en euros)	27	- 0,64	0,59	0,57

* Les redevances des périodes clôturées en mars 2001 ont été reclassées en chiffre d'affaires afin de permettre une comparabilité satisfaisante.
Les notes annexes des pages 42 à 71 font partie intégrante des états financiers.

BILAN ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Actif immobilisé				
Écarts d'acquisition	3	3 499	3 834	4 169
Immobilisations incorporelles (nettes)	4	5 546	5 615	5 869
Immobilisations corporelles (nettes)	5	10 534	10 115	10 320
Immobilisations financières (nettes)	6	755	850	836
Titres mis en équivalence	7	812	823	864
Impôts différés	26	1 310	1 563	1 300
Total de l'actif immobilisé		22 456	22 800	23 358
Actif circulant				
Stocks et en-cours (nets)	8	25 214	25 078	23 934
Créances clients et comptes rattachés (nets)	9	17 413	20 589	20 359
Autres créances et comptes de régularisation	10	6 674	6 529	6 547
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	11	12 785	16 537	15 816
Total de l'actif circulant		62 086	68 733	66 656
Total de l'actif		84 542	91 533	90 014

Les notes annexes des pages 42 à 71 font partie intégrante des états financiers.

BILAN PASSIF

En milliers d'euros	Notes	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Capitaux propres – part du Groupe	12			
Capital		9 962	9 962	9 913
Primes d'émission, de fusion et d'apport		1 019	1 019	757
Réserves		33 245	30 413	27 715
Réserves de conversion		959	3 467	3 238
Résultat net – part du Groupe		(5 334)	3 764	3 637
Total capitaux propres – part du Groupe		39 851	48 625	45 260
Provisions pour risques et charges	13 & 14	10 075	9 591	9 847
Dettes à plus d'un an				
Emprunts obligataires convertibles	15	11 991	11 991	12 305
Emprunts et dettes financières	16	48	48	0
Impôts différés	26	195	101	86
Total des dettes à plus d'un an		12 234	12 140	12 391
Dettes à moins d'un an				
Emprunts obligataires convertibles	15	524	524	539
Emprunts et dettes financières	16	3 786	3 848	5 550
Fournisseurs et comptes rattachés	17	7 785	6 751	6 730
Autres dettes et comptes de régularisation	18	10 287	10 054	9 697
Total des dettes à moins d'un an		22 382	21 177	22 516
Total du passif		84 542	91 533	90 014

Les notes annexes des pages 42 à 71 font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
I – Opérations d'exploitation			
Résultat net	(5 334)	3 764	3 637
Dotations aux amortissements	3 883	3 490	3 898
Amortissements des écarts d'acquisition	335	335	335
Variation des provisions	1 534	(175)	(2 112)
Plus ou moins-values de cessions	66	21	566
Impôts différés	272	(271)	19
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes versés	10	41	(91)
Capacité d'autofinancement	766	7 205	6 252
Variation des stocks et en-cours	(1 533)	(1 030)	1 012
Variation des clients et comptes rattachés	2 112	(613)	(2 725)
Variation des autres créances	(839)	39	(634)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 182	49	302
Variation des autres dettes	485	350	(439)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	1 407	(1 205)	(2 484)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	2 173	6 000	3 768
II – Opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(759)	(542)	(766)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 641)	(2 629)	(3 041)
Acquisitions d'autres immobilisations financières	0	0	(53)
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	0	0	0
Besoin de trésorerie (investissements)	(4 400)	(3 171)	(3 860)
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	1 664
Cessions d'immobilisations corporelles	24	0	88
Cessions d'autres immobilisations financières	0	0	0
Cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	0	0	0
Désinvestissements	24	0	1 752
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(4 376)	(3 171)	(2 108)
III – Opérations de financement			
Émissions d'emprunts et dettes financières	0	48	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	0	(191)	(212)
Dividendes versés	(932)	(928)	0
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	(932)	(1 071)	(212)
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie	(555)	492	642
Variation nette de la trésorerie	(3 690)	2 250	2 090
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	12 689	10 439	8 349
Trésorerie à la clôture de l'exercice	8 999	12 689	10 439

Pour la présentation des tableaux de flux, la trésorerie à la clôture comprend les éléments suivants :

	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	12 785	16 537	15 816
Découverts bancaires	3 786	3 848	5 377
Total trésorerie nette	8 999	12 689	10 439

Le détail des disponibilités et valeurs mobilières de placement correspond aux montants explicités dans la note 11 des états financiers et les découverts bancaires sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an dont le détail est indiqué dans la note 16 du document.

Les notes annexes des pages 42 à 71 font partie intégrante des états financiers.

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE
AVANT RÉPARTITION**

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres consolidés
Au 31 mars 2001	6 195 682	9 913	757	31 352	3 238	45 260
Conversion d'obligations	30 500	49	262	0	0	311
Résultat de l'exercice	0	0	0	3 764	0	3 764
Réserve de conversion	0	0	0	0	218	218
Distribution de dividendes	0	0	0	(928)	0	(928)
Autres mouvements	0	0	0	(13)	13	0
Au 31 mars 2002	6 226 182	9 962	1 019	34 175	3 469	48 625
Conversion d'obligations	0	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	(5 334)	0	(5 334)
Réserve de conversion	0	0	0	0	(2 508)	(2 508)
Distribution de dividendes	0	0	0	(932)	0	(932)
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2003	6 226 182	9 962	1 019	27 909	961	39 851

Les notes annexes des pages 42 à 71 font partie intégrante des états financiers.

Les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Le Groupe S.T.Dupont fabrique ou fait fabriquer des articles de Luxe, et distribue ses produits dans le monde entier. La maison mère ultime du Groupe est la Société Broad Gain Investments Ltd. Celle-ci est basée à Hong Kong et est elle-même détenue par un trust dont les bénéficiaires sont, entre autres, Monsieur Dickson Poon et des membres de sa famille.

La Société S.T.Dupont est cotée sur le Second Marché d'Euronext Paris S.A.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Général

Les comptes consolidés du Groupe S.T.Dupont sont établis conformément aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable (CRC) relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, homologué par arrêté du 22 juin 1999. L'application du règlement CRC n° 00-06 du CRC relatif aux passifs, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2002, n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe S.T.Dupont pour l'exercice 2002-2003.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leur pays respectif, sont retraités pour se conformer aux principes du Groupe.

1.2 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de S.T.Dupont S.A. et des filiales dans lesquelles S.T.Dupont S.A. exerce directement un contrôle exclusif ou une influence notable. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession. Les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Les comptes des sociétés où le Groupe S.T.Dupont exerce une influence notable sont consolidés par la méthode de la mise en équivalence. Compte tenu de la nature du compte de résultat et de l'activité des sociétés mises en équivalence, la quote-part de leur résultat est placée dans le résultat opérationnel du Groupe S.T.Dupont.

La liste des sociétés consolidées figure dans la note 2.

1.3 Date d'arrêt des comptes

La date d'arrêt des comptes de S.T.Dupont S.A. est le 31 mars de chaque année. La date d'arrêt des comptes des filiales est également le 31 mars.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels arrêtés à cette date.

1.4 Éliminations de consolidation

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les résultats d'opérations intragroupe sont éliminés. Dans le cas de l'intégration globale, les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans leur totalité. Ces éliminations concernent de plus les résultats de cession ou annulation de provisions pour dépréciation de titres consolidés ou de prêts à des filiales. Les dividendes et acomptes reçus par le Groupe sur les dividendes en provenance de sociétés consolidées sont annulés pour la détermination du résultat consolidé. La valeur comptable de la participation de S.T.Dupont S.A. dans ses filiales et la part de S.T.Dupont S.A. dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées.

1.5 Conversion des états financiers

La conversion des états financiers des sociétés établis en devises étrangères est effectuée d'après les principes suivants :

- au cours de clôture pour les comptes de bilan ;
- au cours moyen de la période pour les comptes de résultat.

Le cours moyen est la moyenne des cours de clôture mensuels, pondérée par les chiffres d'affaires mensuels. L'écart de conversion, résultant d'une part de l'impact de la variation du taux de change entre l'ouverture et la clôture et, d'autre part, de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan, est inclus dans les capitaux propres consolidés dans le poste " Réserve de conversion " .

Les taux de conversion des devises " out " en euros sont les suivants :

	Taux de clôture 31/03/03	Taux de clôture 31/03/02	Taux moyen 2002-2003
1 franc suisse	0,677565	0,682961	0,681375
1 yen	0,007730	0,008646	0,008186
1 livre sterling	1,458800	1,633370	1,553925
1 dollar US	0,927238	1,145711	0,927238
1 dollar de Hong Kong	0,118892	0,146886	0,126486
1 nouveau dollar de Taiwan	0,026477	0,032565	0,028483
1 dollar de Singapour	0,524313	0,621769	0,563858
1 ringgit de Malaisie	0,243966	0,301557	0,262512

1.6 Instruments financiers

Les instruments financiers comptabilisés à la date de clôture du bilan incluent la caisse, les soldes bancaires, les placements, les créances, les dettes fournisseurs et les emprunts. Les méthodes spécifiques de comptabilisation retenues sont décrites dans la présentation des méthodes concernant chaque élément.

Le Groupe utilise également divers instruments financiers pour se prémunir de son exposition aux risques de variation des cours de change et des taux d'intérêt. Ces opérations de couverture sont effectuées avec des établissements de premier rang éliminant ainsi tout risque de contrepartie. Le principe et le mode de comptabilisation sont les suivants :

Couvertures des risques de change

Le risque de change résultant des transactions commerciales est apprécié et couvert par la société mère dans le respect des règles de prudence. La Société utilise différents instruments financiers pour couvrir ses positions, principalement des achats/ventes de devises à terme et des contrats d'options. Suivant la charte des engagements financiers entérinée par la direction de la Société, le Groupe S.T.Dupont pourrait être amené à utiliser des nouveaux instruments financiers (N.I.F.). L'utilisation éventuelle de ces N.I.F. n'aura jamais un caractère spéculatif, mais aura pour unique but de couvrir au comptant ou à terme des opérations en cours ou futures afin d'assurer ou de figer des taux ou des revenus découlant des activités commerciales et industrielles de S.T.Dupont dans le cadre normal d'une bonne gestion.

Les gains ou les pertes non réalisés résultant des contrats de change à terme sont, soit constatés en compensation des gains ou des pertes non réalisés sur des actifs ou passifs couverts par ces instruments, soit différés si ces instruments ont été affectés à des opérations de l'exercice suivant.

Les pertes et les profits de change sont comptabilisés dans le résultat financier.

Couvertures des risques de taux d'intérêts

Lorsque le Groupe souscrit à de l'endettement court terme à taux variable, il peut être amené à se couvrir pour sécuriser son endettement ou bénéficier d'opportunités en cas de détente de taux.

Les produits ou les pertes générés par les swaps de taux et les contrats PIBOR sont constatés dans le résultat financier *prorata temporis* sur la durée du contrat.

1.7 Immobilisations incorporelles

Ce sont les actifs non monétaires identifiables, sans substance physique, qui sont détenus par le Groupe S.T.Dupont pour être utilisés à la production ou à la fourniture de biens ou services, dont la durée d'utilisation prévue est supérieure à un exercice.

Le coût d'entrée des éléments incorporels répondant aux critères d'immobilisations correspond à leur prix d'achat, augmenté de tous les coûts directs engagés pour permettre à ces éléments de fonctionner selon leur objet.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Immobilisations incorporelles	Durée
Brevets	10 ans
Savoir-faire	5 ans
Logiciels acquis ou créés	3-5 ans

Les droits au bail ne font pas l'objet d'un amortissement dans la mesure où ils sont cessibles. Dans le cas où leur valeur probable de réalisation deviendrait inférieure à leur valeur comptable, ils font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les marques font l'objet d'une provision pour dépréciation sur la base de leur valeur de marché ou de leur valeur d'usage.

1.8 Écarts d'acquisition (Goodwill)

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés nouvellement consolidées et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'évaluation positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables ;
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Les écarts d'évaluation positifs font l'objet d'un amortissement selon les mêmes règles que les éléments d'actifs auxquels ils se rapportent.

Les écarts d'acquisition font l'objet de dépréciation par voie d'amortissement sur une durée de 20 ans maximum. Si toutefois les résultats des sociétés acquises ne correspondent pas à ceux ayant motivé leur achat, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée.

1.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. Elles sont amorties selon la méthode linéaire d'après leur durée estimée d'utilisation économique :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	20-25 ans
Agencements, aménagements, installations liées à des constructions	20-25 ans
Mobilier	3-10 ans
Matériel et outillage	3-8 ans
Agencements, aménagements, installations	5-10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Matériel micro-informatique	3 ans

Les immobilisations en cours sont classées par type d'immobilisations.

1.10 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice où ils sont engagés.

1.11 Frais de collection

Les frais de collection de l'activité prêt-à-porter masculin sont constatés en charges au cours de l'exercice de mise en vente de la collection.

1.12 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition (ou de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût d'acquisition ou de production est déterminé selon la méthode du coût standard avec incorporation des écarts entre coût standard et coût réel selon la méthode "premier entré - premier sorti".

L'incorporation des écarts est fondée sur la capacité normale de production de l'entreprise.

Les stocks et en-cours sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur nette de réalisation à la clôture de l'exercice.

1.13 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée par client lorsque la valeur d'inventaire des créances, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à leur valeur comptabilisée.

1.14 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités correspondent aux liquidités, ainsi qu'aux dépôts à court terme pouvant être rendus immédiatement disponibles. Les découverts bancaires, les crédits spots et les lignes de trésorerie sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an.

Les placements financiers sont évalués à leur valeur liquidative à la date de clôture. Les actions d'autocontrôle qui sont acquises dans le cadre réglementaire de la régularisation des cours boursiers sont inscrites en valeurs mobilières de placement et sont valorisées à la moyenne des derniers cours de Bourse du dernier mois de l'exercice.

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation à caractère financier.

1.15 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Ce poste comprend essentiellement les stands chez les détaillants à l'étranger et les moules et formes mis à la disposition des façonniers pour l'exécution des travaux sous-traités. Ces charges à répartir sont amorties sur trois ans.

1.16 Engagements de retraite et autres engagements postérieurs à la retraite

S.T.Dupont S.A. et ses filiales ont mis en place dans les différents pays de nombreux régimes de retraite à prestations définies et à contributions définies. Les actifs des régimes financés en externe sont détenus, indépendamment des actifs du Groupe, par des caisses de retraite ou des sociétés d'assurance.

Les régimes à prestations définies sont évalués par des actuaires indépendants chaque année sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, le coût de ces régimes est pris en charge dans le compte de résultat afin de répartir le coût régulièrement sur la carrière des employés. L'engagement de retraite est égal à la valeur actuarielle des décaissements futurs estimés et actualisés aux taux des obligations de l'État ayant des échéances similaires à l'engagement. Tous les écarts actuariels (gains et pertes) sont étalés sur la durée résiduelle probable de carrière des employés.

Les contributions du Groupe aux régimes à contributions définies sont prises en charge dans le compte de résultat pendant l'exercice auquel les contributions sont rattachables.

Le Groupe a un régime de couverture de santé pour les employés de S.T.Dupont S.A. qui sont partis en retraite avant le 1^{er} janvier 2001. Le coût estimé de cet engagement est provisionné sur la carrière selon une méthode comptable similaire à celle utilisée pour les régimes de retraite à prestations définies. L'évaluation de cet engagement est faite par un actuaire indépendant.

1.17 Autres provisions

Les provisions pour risques et charges comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

En outre, le Groupe constate le passif estimé sur tous les produits encore sous garantie à la date du bilan. Cette provision est déterminée sur la base des données statistiques antérieures. Enfin, une provision est constatée pour le passif estimé au titre des congés payés annuels, des congés basés sur l'ancienneté, ainsi que la réduction du temps de travail, résultant des services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

Au cours de l'exercice 2002-2003, le Groupe a signé un accord d'entreprise instituant des dispositifs de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS) et de cessation d'activité des salariés agés (CASA) pour les employés de S.T.Dupont SA. Le coût estimé de cet engagement est provisionné, pour les employés pouvant bénéficier de ces dispositifs selon la méthode des unités de droit projetées. L'évaluation de cet engagement est faite par un actuairé indépendant.

1.18 Emprunts obligataires convertibles

Les emprunts obligataires convertibles en actions sont comptabilisés à leur valeur nominale augmentée de la prime de remboursement sous la rubrique emprunts obligataires convertibles. La prime de remboursement est amortie au *pro rata temporis* et est calculée en fonction du taux indiqué au marché dans le cadre de l'émission. En cas de conversion des obligations, la dette est convertie en capital et prime d'émission, et la quote-part amortie de la prime de remboursement en prime de conversion.

Les frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires convertibles sont enregistrés en charges, au même titre que les frais financiers, en fonction du nombre d'obligations vivantes.

1.19 Constatation des produits

Le chiffre d'affaires net représente les ventes livrées du portefeuille de marque du Groupe qui est constitué par les produits fabriqués, de négoce et les accessoires s'y rattachant. Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits. Le chiffre d'affaires est présenté avant déduction des escomptes de règlement, qui sont comptabilisés en résultat financier, et après déduction des remises et ristournes accordées.

Les redevances de licences sont comptabilisées sur la base de la dernière déclaration des ventes réelles et calculées conformément aux conditions des contrats auxquels elles se rapportent. Elles incluent les droits d'entrée non récurrents négociés dans le cadre de nouveaux accords. Aucun coût futur n'est à anticiper au titre de ces revenus.

Les facturations relatives au service après-vente sont comptabilisées en moins des frais commerciaux en face des charges afférentes.

1.20 Éléments inhabituels des activités ordinaires

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement. Il est également indiqué dans les éléments inhabituels les plus ou moins-values d'actifs immobilisés cédés ainsi que les gains et pertes sur cessions de valeurs mobilières de placement.

1.21 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice des différentes sociétés intégrées. Les impôts différés sont calculés sur l'ensemble des différences temporaires existant à la clôture de l'exercice en tenant compte du taux d'impôt en vigueur à cette même date ou du taux connu pour les exercices à venir.

Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du dernier taux d'imposition connu (méthode du report variable). Le calcul des actifs et passifs d'impôt comptabilisés n'a pas fait l'objet d'une actualisation financière, l'échéancier de reversement n'étant pas suffisamment fiable. Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur réalisation est probable. Les impôts différés passifs n'ont pas été déterminés pour les retenues à la source et autres impôts qui seraient dus sur les réserves (non distribuées) de certaines filiales dans la mesure où de telles sommes sont réinvesties en permanence.

1.22 Résultat par action

En accord avec la norme I.A.S. n° 33, le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé comme décrit ci-dessus, en tenant compte de l'impact maximal de la conversion de toutes les obligations convertibles et de la levée des options, si la réalisation paraît probable, compte tenu du cours de l'action par rapport au cours d'attribution de souscription. Ce calcul est effectué en tenant compte de l'annulation des frais financiers et de la dépréciation de la prime de remboursement et de l'effet d'impôt correspondant.

1.23 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de financement est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques, des valeurs mobilières de placement sous déduction des découverts bancaires et outils de financement court terme.

2. VARIATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Avant répartition	Pourcentage d'intérêt			Méthode		
	31/03/03	31/03/02	31/03/01	31/03/03	31/03/02	31/03/01
S.T.Dupont S.A. (France)	-	-	-		Société mère	
S.T.Dupont S.p.A. (Italie)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont S.A. (Suisse)	97	97	97	IG	IG	IG
S.T.Dupont Japan K.K. (Japon)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Ltd (Royaume-Uni)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Deutschland GmbH (Allemagne)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Benelux (Belgique)	100	100	100	IG	IG	IG
D. Marketing S.N.C. (France)	-	-	100	-	-	IG
S.T.Dupont Finance (France)	100	100	100	IG	IG	IG
Orfariabo (Espagne)	33,33	33,33	33,33	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont Inc. (États-Unis)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour – succursale à Taiwan)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Shanghai Ltd (Chine)	100	100	-	IG	IG	-
S.T.Dupont Export Ltd (Hong Kong)	25	25	25	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd (Singapour)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	100	100	100	IG	IG	IG

IG : intégration globale – MEE : mise en équivalence.

La société de distribution S.T.Dupont Marketing Shanghai Ltd (Chine), créée en mars 2002 et détenue à 100 % par S.T.Dupont Marketing, est entrée en activité en septembre 2002.

3. ÉCARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	10 336	10 336	10 336
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour – succursale à Taïwan)	863	863	863
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd	212	212	212
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	170	170	170
Total valeur brute	11 581	11 581	11 581
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	(6 977)	(6 718)	(6 460)
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour – succursale à Taïwan)	(863)	(863)	(863)
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd	(134)	(92)	(49)
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	(108)	(74)	(40)
Total amortissement et provision	(8 082)	(7 747)	(7 412)
Total valeur nette	3 499	3 834	4 169

En 1998, les écarts d'acquisition de S.T.Dupont Marketing Ltd et de S.T.D. Investment Pte Ltd avaient fait l'objet d'un amortissement inhabituel à hauteur de 5 450 milliers d'euros (respectivement de 4 651 milliers d'euros et 799 milliers d'euros) sur la base des coefficients multiplicateurs fixés à l'origine et appliqués aux nouvelles données prévisionnelles de l'activité. Comme lors de la période précédente, cette même méthode n'a pas donné lieu à la constatation d'une provision supplémentaire au 31 mars 2003.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros	Brevets	Droits au bail	Autres	Total
Valeur brute				
Au 31 mars 2001	872	3 827	3 936	8 635
Acquisitions	41	0	501	542
Cessions	0	0	0	0
Effets de change	0	0	(21)	(21)
Autres	0	0	(59)	(59)
Au 31 mars 2002	913	3 827	4 357	9 097
Acquisitions	9	0	752	761
Cessions	0	0	(96)	(96)
Effets de change	0	0	(38)	(38)
Autres	0	0	0	0
Au 31 mars 2003	922	3 827	4 975	9 724
Amortissements et dépréciation				
Au 31 mars 2001	(746)	0	(2 020)	(2 766)
Dotations	(48)	0	(699)	(747)
Reprises	0	0	0	0
Effets de change	0	0	7	7
Autres	0	0	24	24
Au 31 mars 2002	(794)	0	(2 688)	(3 482)
Dotations	(54)	0	(762)	(816)
Reprises	0	0	96	96
Effets de change	0	0	20	20
Autres	0	0	4	4
Au 31 mars 2003	(848)	0	(3 330)	(4 178)
Valeur nette comptable				
Au 31 mars 2001	126	3 827	1 916	5 869
Au 31 mars 2002	119	3 827	1 669	5 615
Au 31 mars 2003	74	3 827	1 645	5 546

Les "Brevets, marques, savoir-faire" correspondent essentiellement à des marques achetées soit dans un objectif de protection juridique, soit pour une exploitation ultérieure.

Les "Droits au bail" correspondent aux droits au bail de boutiques S.T.Dupont en Europe.

Les "Autres immobilisations incorporelles" correspondent essentiellement à des logiciels et des frais d'établissement.

L'augmentation de la valeur brute constatée depuis le 31 mars 2003 correspond principalement aux acquisitions de logiciels.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
Valeur brute						
Au 31 mars 2001	162	3 925	8 323	19 421	6 513	38 344
Acquisitions	0	8	620	1 316	685	2 629
Cessions	0	0	(21)	(645)	(310)	(976)
Effets de change	0	0	(2)	(10)	(10)	(22)
Autres	0	0	134	(36)	(155)	(57)
Au 31 mars 2002	162	3 933	9 054	20 046	6 723	39 918
Acquisitions	0	209	1 209	1 143	1 079	3 640
Cessions	0	0	(34)	(151)	(228)	(413)
Effets de change	0	0	(140)	69	(286)	(357)
Autres	0	0	(33)	144	(102)	9
Au 31 mars 2003	162	4 142	10 056	21 251	7 186	42 797
Amortissement et dépréciation						
Au 31 mars 2001	0	(2 213)	(5 518)	(15 916)	(4 377)	(28 024)
Dotations	0	(107)	(606)	(1 104)	(926)	(2 743)
Reprises	0	0	21	636	298	955
Effets de change	0	0	(1)	6	4	9
Autres	0	0	(22)	111	(89)	0
Au 31 mars 2002	0	(2 320)	(6 126)	(16 267)	(5 090)	(29 803)
Dotations	0	(165)	(836)	(1 089)	(950)	(3 040)
Reprises	0	0	33	91	200	324
Effets de change	0	0	85	(43)	194	236
Autres	0	0	8	(121)	133	20
Au 31 mars 2003	0	(2 485)	(6 836)	(17 429)	(5 513)	(32 263)
Valeur nette comptable						
Au 31 mars 2001	162	1 712	2 805	3 505	2 136	10 320
Au 31 mars 2002	162	1 613	2 928	3 779	1 633	10 115
Au 31 mars 2003	162	1 657	3 220	3 822	1 673	10 534

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux immobilisations de la Société mère et de son centre industriel.

Les "Autres immobilisations" comprennent essentiellement du mobilier de bureau et des stands.

Les principales acquisitions de l'exercice correspondent aux acquisitions d'équipement industriel et aménagements dans le cadre des ouvertures de boutiques et shop-in-shops.

6. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières représentent quasi exclusivement des dépôts de garantie.

7. TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Orfarlabo	805	816	857
S.T.Dupont Export Ltd	7	7	7
Valeur d'équivalence	812	823	864

8. STOCKS ET EN-COURS

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Matières premières	4 471	4 439	3 638
Produits encours/semi-ouvrés	8 251	7 725	7 439
Marchandises et produits finis	16 712	17 726	17 924
Pièces détachées et consommables	1 445	1 128	1 104
Total valeur brute	30 879	31 018	30 105
Matières premières	(1 578)	(1 512)	(1 274)
Produits encours/semi-ouvrés	(2 546)	(1 467)	(1 538)
Marchandises et produits finis	(1 369)	(2 805)	(3 250)
Pièces détachées et consommables	(172)	(156)	(109)
Total provision pour dépréciation	(5 665)	(5 940)	(6 171)
Total valeur nette	25 214	25 078	23 934

Le niveau de stock, en léger retrait au 31 mars 2003 par rapport au 31 mars 2002, découle de l'effet défavorable de change. Hors effet de change, les stocks sont en augmentation de 4,1 %, pour prendre en compte l'ajout de nouvelles lignes de produit ou l'élargissement de gammes. De plus le déploiement du retail augmente le niveau de ces stocks.

Au 31 mars 2003, les provisions représentent 50 % de la valeur brute des stocks totaux faisant l'objet d'une provision (52,9 % au 31 mars 2002).

9. CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Clients	15 180	17 988	17 873
Effets à recevoir	3 388	3 511	3 348
Créances avec sociétés liées :			
- Harvey Nichols	8	13	7
- D Marketing Japan	27	41	31
- Dickson Concepts Ltd	52	89	3
- Seibu	121	14	12
- Bondwood Investment	22	0	0
- Shanghai Jin Jiang Dickson Center Co Ltd	32	0	0
- autres	4	70	9
Total valeur brute	18 834	21 726	21 283
Provision pour dépréciation des clients	(1 421)	(1 137)	(924)
Total valeur nette	17 413	20 589	20 359

Les créances nettes à plus d'un an s'élèvent à 15 milliers d'euros.

L'augmentation des provisions s'explique par la prise en compte du risque de la créance envers l'agent Turc pour 247,2 milliers d'euros.

10. AUTRES CRÉANCES

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Créances d'impôt sur les sociétés	2 073	2 010	1 485
Autres créances	2 924	2 791	2 943
Charges constatées d'avance	1 202	805	789
Prime de remboursement	57	106	153
Charges à répartir	418	817	1 177
Total	6 674	6 529	6 547

Les créances d'impôt sur les sociétés correspondent aux excédents d'acomptes sur l'impôt exigible et à un "carry back" constaté au 31 mars 1999 dans les comptes de la société S.T.Dupont S.A. pour un montant de 865 milliers d'euros utilisable au plus tard le 31 juillet 2004. Après cette date, il sera remboursé.

Au 31 mars 2003, les autres créances intègrent notamment la TVA à récupérer pour un montant de 1 228 milliers d'euros et les redevances à recevoir pour un montant de 752 milliers d'euros. Le montant des autres créances à plus d'un an s'élève à 476 milliers d'euros.

Les charges à répartir correspondent essentiellement à des moules de fabrication, des stands promotionnels propriété de S.T.Dupont S.A., expédiés à l'étranger et des études de productivité. Au 31 mars 2003, la part à plus d'un an représente 157 milliers d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de la procédure d'arbitrage en Cour européenne de Justice portant sur le risque fiscal allemand, un montant à recevoir de 444 milliers d'euros est maintenu dans les comptes. Ce montant correspond à la somme récupérable au titre du principe de non double imposition en Europe. Par ailleurs, la Société a enregistré 100 % du risque net résiduel en résultat exceptionnel cette année.

11. DISPONIBILITÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Valeurs mobilières de placement	92	718	486
Dépôts à terme	8 456	8 568	9 544
Comptes courants bancaires	4 291	7 376	5 903
Total valeur brute	12 839	16 662	15 933
Provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement	(54)	(125)	(117)
Total valeur nette	12 785	16 537	15 816

Les valeurs mobilières de placement correspondent essentiellement à des SICAV et aux actions S.T.Dupont autodétenues. La provision correspond à l'ajustement de la valeur des titres auto-détenus. Au 31 mars 2003, la valeur nominale boursière retenue pour les titres S.T.Dupont est de 3,12 euros.

12. CAPITAUX PROPRES

12.1 Capital

Au 31 mars 2003, le capital social de S.T.Dupont S.A. s'élève à 9 961 891,2 euros et se décompose en 6 226 182 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,6 euro chacune. Aucune conversion d'obligation en action n'a été constatée au cours de l'exercice 2002-2003.

Les actions sont entièrement libérées.

12.2 Réserves et résultat de l'exercice

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Réserve légale (non distribuable)	933	933	931
Réserves diverses de S.T.Dupont S.A.	0	0	0
• librement distribuables	0	0	0
• distribuables sous déduction d'impôt	0	0	0
– réserve spéciale des plus-values à long terme	2 070	2 070	2 069
– autres réserves	16 398	23 253	20 765
– non distribuables (effet de retraitement)	293	(1 940)	(4 036)
Quote-part de S.T.Dupont S.A. dans les réserves des filiales intégrées globalement...	7 734	9 366	11 086
Quote-part de S.T.Dupont S.A. dans les réserves des sociétés mises en équivalence...	483	495	537
Réserve de conversion	959	3 467	3 238
Total	28 870	37 644	34 590

13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour autres risques	Provisions pour charges	Provisions pour retraites et engagements	Total provisions
Au 31 mars 2001	1 692	2 595	646	4 914	9 847
Dotations	539	535	181	466	1 721
Reprises utilisées	(551)	(248)	(229)	(314)	(1 342)
Reprises non utilisées	0	(561)	(31)	0	(592)
Effets de change	0	24	0	(71)	(47)
Autres	0	0	0	4	4
Au 31 mars 2002	1 680	2 345	567	4 998	9 591
Dotations	383	653	1 588	525	3 148
Reprises utilisées	(464)	(664)	(175)	(342)	(1 645)
Reprises non utilisées	0	(799)	(5)	0	(804)
Effets de change	0	(115)	0	(112)	(227)
Autres	0	0	0	12	12
Au 31 mars 2003	1 599	1 420	1 975	5 081	10 075

L'application du règlement n° 00-06 du CRC n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe S.T.Dupont pour l'exercice 2002-2003.

En milliers d'euros	31/03/02	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Autres	Changement de méthode	Variation de périmètre	Écart de conversion	31/03/03
Provisions pour autres risques									
• à caractère opérationnel	1 041	205	(113)	(420)	(418)	0	0	0	295
• à caractère financier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• à caractère inhabituel	1 304	448	(551)	(379)	418	0	0	(115)	1 125
Total	2 345	653	(664)	(799)	0	0	0	(115)	1 420
Provisions pour charges									
• à caractère opérationnel	115	105	(115)	0	0	0	0	0	105
• à caractère financier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• à caractère inhabituel	452	1 483	(60)	(5)	0	0	0	0	1 870
Total	567	1 588	(175)	(5)	0	0	0	0	1 975

Statistiquement, la provision pour garantie peut être reversée dans un horizon de cinq ans.

Les provisions pour charges correspondent principalement au solde du plan social en France et à une provision à caractère social pour une partie de la population du site industriel (dans le cadre d'accords sociaux CATS/CASA conclus avec les syndicats) pour un montant de 1 251 milliers d'euros en France. L'échéance prévue des dépenses provisionnées va s'étaler dans les deux ans à venir.

L'évolution des provisions pour autres risques découle principalement de l'utilisation de provisions pour dépréciation d'actifs notamment sur l'Europe du Sud, de la reprise de provisions devenues sans objet (essentiellement des risques liés à des ruptures de contrats et litiges) et de l'actualisation des provisions pour risque fiscal en Allemagne.

Concernant le contrôle fiscal en Allemagne, le Groupe, engagé dans une procédure d'arbitrage auprès de la Cour européenne de Justice depuis janvier 2002, est dans l'attente d'une décision des autorités fiscales françaises et allemandes.

L'ensemble des années redressées ont été payées aux autorités fiscales allemandes et le risque net résiduel a été comptabilisé en totalité au 31 mars 2003.

L'échéance prévue des provisions pour autres risques est comprise dans une fourchette de 1 à 3 ans à l'exception de la provision pour risque fiscal allemand pour laquelle l'échéance de paiement dépend de l'avancement la procédure en cours.

14. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS AUX EMPLOYÉS

Les montants constatés au bilan sont les suivants :

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Engagements de retraite			
France	752	502	408
Allemagne	1 008	919	833
Belgique	24	32	32
Japon	873	1 057	1 226
Italie	245	241	221
Taiwan	1	3	12
Sous-total	2 903	2 754	2 732
Autres engagements de couverture postérieure à l'emploi			
France	1 929	1 963	1 998
Autres avantages accordés aux employés			
France	249	282	184
Total	5 081	4 999	4 914

Engagements de retraite

Le Groupe S.T.Dupont a établi un régime de retraite à prestations définies en Allemagne et en Belgique, des régimes d'indemnités de retraite à prestations définies en France et au Japon et des régimes d'indemnités de retraite à contributions définies en Italie et à Taiwan.

Autres engagements de couverture postérieure à l'emploi

Le Groupe paie une partie des primes de couverture de santé pour les employés de S.T.Dupont S.A. qui sont partis en retraite avant le 1^{er} janvier 2001.

Autres avantages accordés aux employés

Le Groupe maintient un régime de gratifications (médailles de travail) payables aux employés actifs à certaines dates d'anniversaires d'emploi (20, 30, 35 et 40 ans).

Le coût estimé de l'engagement de couverture de santé et des gratifications d'ancienneté est provisionné sur la carrière ou sur la partie applicable de la carrière selon une méthode comptable similaire à celle utilisée pour les régimes de retraite à prestations définies.

Une caisse de retraite a été constituée pour le régime d'indemnités de retraite à prestations définies en France, dont les actifs sont détenus indépendamment des actifs du Groupe par une compagnie d'assurance. Aucun fonds n'a été constitué pour les autres régimes ci-dessus. Tous ces régimes sont évalués par des actuaires indépendants sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. Les dernières évaluations actuarielles ont été faites au 31 mars 2003.

Les montants constatés au bilan pour la France sont les suivants :

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Engagements de retraite			
Valeur actuarielle des engagements	3 656	3 280	3 107
Juste valeur des actifs du régime	(1 469)	(2 036)	(2 382)
Insuffisance = passif / (surplus) = actif	2 187	1 244	725
Écarts actuariels non constatés des engagements : gains (pertes)	(1 435)	(742)	(317)
Passif au bilan	752	502	408
Autres engagements de couverture postérieurs à l'emploi			
Valeur actuarielle des engagements	1 602	1 504	1 496
Juste valeur des actifs du régime	0	0	0
Insuffisance = passif / (surplus) = actif	1 602	1 504	1 496
Écarts actuariels non constatés des engagements : gains (pertes)	327	459	502
Passif au bilan	1 929	1 963	1 998
Autres avantages accordés aux employés			
Valeur actuarielle des engagements	251	247	256
Juste valeur des actifs du régime	0	0	0
Insuffisance = passif / (surplus) = actif	251	247	256
Amendements de régime	0	0	(55)
Écarts actuariels non constatés des engagements : gains (pertes)	(2)	35	(17)
Passif au bilan	249	282	184

Les montants constatés dans le compte de résultat pour la France sont les suivants :

En milliers d'euros	2003	2002	2001
Engagements de retraite	250	94	125
Autres engagements de couverture postérieurs à l'emploi	66	63	55
Autres avantages accordés aux employés	(10)	98	1
Total	306	255	181

Les composants de la charge (produit) pour l'exercice 2003 sont les suivants :

En milliers d'euros	Engagements de retraite	Autres engagements de couverture postérieures à l'emploi	Autres avantages accordés aux employés
Droits constitués pendant l'exercice	161	0	12
Actualisation	190	85	13
Rendement attendu des actifs du régime	(122)	0	0
Amendements de régime	0	0	0
Étalement des (gains) pertes actuariels	21	(19)	(35)
Total	250	66	(10)

Le rendement actuel des actifs du régime est négatif pour 567 milliers d'euros pour l'exercice 2003.

Les montants constatés au bilan ont évolué pendant l'exercice comme suit :

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Engagements de retraite			
Au début de l'exercice	502	408	283
Charge de l'exercice	250	94	125
Contributions payées	0	0	0
Total	752	502	408
Autres engagements de couverture postérieure à l'emploi			
Au début de l'exercice	1 963	1 998	2 054
Charge de l'exercice	66	63	55
Contributions payées	(100)	(98)	(111)
Total	1 929	1 963	1 998
Autres avantages accordés aux employés			
Au début de l'exercice	282	184	183
Charge de l'exercice	(10)	98	1
Contributions payées	(23)	0	0
Total	249	282	184

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Actualisation	4,80 %	5,80 %	5,60 %
Rendement attendu des actifs du régime	5 %	6 %	6 %
Augmentation future des salaires			
Cadres	2,80 %	3,80 %	2,1 % > 2003
Non-cadres	2,30 %	3,30 %	2002 > 3,1 %
Augmentation des coûts de santé	3,70 %	4,70 %	4,50 %
Augmentation du montant des gratifications d'ancienneté	0 %	0 %	0 %

15. EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Le 19 mai 1999, le Groupe S.T.Dupont a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible d'un montant de 12 958 milliers d'euros, représenté par 1 282 986 obligations convertibles en actions. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 57,43 % par D & D international B.V.

À l'émission, l'emprunt obligataire convertible était comptabilisé dans le bilan comme suit :

- en dette financière à plus d'un an (emprunt obligataire) pour 1 282 986 obligations à 10,10 euros soit 12 958 milliers d'euros ;
- en prime de remboursement pour 1 282 986 obligations à 0,20 euro soit 256 milliers d'euros. Cette prime a fait l'objet au cours de l'exercice d'un amortissement au *pro rata temporis* de 45 milliers d'euros.

Les intérêts sur l'obligation sont calculés *pro rata temporis* sur la base du taux de 4,50 %. La charge comptabilisée au titre de l'exercice 2002-2003 payable au 1^{er} avril 2003 est de 524 milliers d'euros. Le montant payé au 1^{er} avril 2002 s'élevait à 524 milliers d'euros.

Suite à la distribution de réserves en espèces faite au titre de l'exercice clos le 31 mars 2002, et pour maintenir les droits des porteurs d'obligations, la Société S.T.Dupont a été conduite, conformément au contrat d'émission des obligations convertibles en actions, à ajuster les bases de conversion.

La nouvelle base de conversion est de 1,05 action de 1,6 euro de nominal pour 1 obligation convertibles en action de 10,10 euros de nominal.

Au cours de l'exercice 2002-2003, aucune conversion d'obligations en actions n'a été observée. Il en reste 1 164 204 en circulation.

La juste valeur de l'emprunt (hors intérêts courus et prime de remboursement) coté sur la place de Paris au 31 mars 2003 pour 1 164 204 obligations s'élève à 12 050 milliers d'euros.

L'emprunt obligataire est remboursable le 1^{er} avril 2004.

16. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
À plus d'un an			
Emprunt en euros	48	48	0
Total des dettes financières à plus d'un an	48	48	0
À moins d'un an			
Partie à court terme des emprunts à long terme :			
• emprunt en euros	0	0	173
Découverts bancaires en dollars de Taiwan	1 814	2 019	2 250
Découverts bancaires	1 972	1 829	3 127
Total des dettes financières à moins d'un an	3 786	3 848	5 550

Au 31 mars 2003, les lignes de crédit non utilisées s'élèvent à 17 822 milliers d'euros.

L'emprunt de 48 milliers d'euros correspond à une subvention obtenue dans le cadre de l'équipement d'une salle de stockage des déchets remboursables sur 10 ans à compter de l'exercice 2003-2004.

Les taux d'intérêts à la clôture de l'exercice 2002-2003 sont :

- découverts bancaires en France..... EONIA + (0,5 à 1) % et T4M + 0,85 %
- découverts bancaires en Allemagne..... EONIA + 1,75 %
- découverts bancaires en Belgique..... TBB + 1 %
- découverts bancaires à Taiwan..... 1,85 % à 2,05 %
- découverts bancaires au Japon 1,0392 % à 2 %

17. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Fournisseurs et comptes rattachés	6 237	4 536	4 727
Effets à payer	1 402	2 146	1 964
Dettes avec sociétés liées :			
• Dickson Trading Co Ltd (Taiwan)	31	0	0
• Castlereagh Ltd (Hong Kong)	98	0	0
• autres	17	69	39
Total	7 785	6 751	6 730

18. AUTRES DETTES

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Dettes fiscales et sociales	5 294	4 852	4 777
Impôt sur les bénéfices	391	890	572
Produits constatés d'avance	1 084	1 141	1 084
Autres dettes	3 518	3 171	3 264
Total	10 287	10 054	9 697

19. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

19.1 Engagements reçus

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Lettres d'intention	13 971	14 275	14 365
Autres engagements reçus	281	296	177
Total engagements reçus	14 252	14 571	14 542

Les établissements bancaires avec lesquels le Groupe a contracté ont reçu de Broad Gain Investment Ltd des lettres d'intention, en garantie des facilités accordées à S.T.Dupont S.A. (France) à hauteur de 12 647 milliers d'euros.

Par ailleurs, la filiale de Taïwan a reçu de Broad Gain Investment Ltd une lettre d'intention, en garantie de facilités à hauteur de 50 000 milliers de taiwan dollar.

19.2 Engagements donnés

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Cautions bancaires filiales	7 428	9 809	10 800
Autres cautions bancaires	188	2 995	1 220
Commandes fermes d'immobilisations	68	413	448
Total engagements donnés	7 684	13 217	12 468

19.3 Engagements de location

Au 31 mars 2003, les sociétés du Groupe S.T.Dupont ont pris des engagements à plus d'un an relatifs à des contrats de location simple non résiliables selon l'échéancier suivant :

Exercice 2003-2004	744
Exercice 2004-2005	2 335
Exercice 2005-2006	1 116
Exercice 2006-2007	1 038
Exercice 2007-2008	68
Au-delà	378
Total	5 679

Les engagements de location correspondent essentiellement aux contrats de location des sièges des différentes sociétés du Groupe ainsi que de leurs boutiques.

20. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Chiffre d'affaires			
Briquets et stylos	50 573	52 554	54 824
Cuir et autres	31 649	33 402	30 046
Redevances	4 347	5 193	4 964
Total	86 569	91 149	89 834
Résultat opérationnel			
Marge brute sur briquets et stylos	22 327	24 848	26 308
Marge brute sur cuir et autres	15 158	16 474	14 195
Redevances	4 347	5 193	4 964
Coûts non affectés	(42 870)	(41 254)	(40 036)
Total	(1 038)	5 261	5 431
Actifs totaux			
Briquets et stylos	53 685	48 192	55 838
Cuir et autres	30 857	43 341	34 176
Total	84 542	91 533	90 014

Les redevances regroupent les revenus perçus au titre des licences conclues avec des tiers, incluant les revenus résultant du contrat signé pour le développement du marché chinois avec une société filiale du Groupe Dickson.

Les contrats de licence comprennent des accords pour la production et la distribution de certains produits sous la marque S.T. Dupont avec les sociétés suivantes :

- Sampoerna (cigarettes haut de gamme distribuées notamment à Taiwan, en Russie et en Indonésie) ;
- Bondwood (plusieurs lignes de produits sur le marché chinois) ;
- Inter Parfums (2 lignes de parfum pour homme et femme) ;
- Estede (2 lignes de montures optiques) ;
- ESSC SRL du Groupe Ratti (cravates sur certaines zones) ;
- World Best Cigars (2 lignes de cigares haut de gamme) ;
- Duko (ligne de vêtements)
- Marubeni Corporation (vêtements pour homme au Japon).

Leur répartition par zone géographique est effectuée par origine de paiement des licences.

21. INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR DESTINATION

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Chiffre d'affaires			
Europe	37 389	39 463	41 798
Asie	41 231	43 700	40 592
Autres régions	7 949	7 986	7 444
Total	86 569	91 149	89 834
Résultat opérationnel			
Marge brute sur Europe	15 977	17 632	18 653
Marge brute sur Asie	22 924	25 183	22 491
Marge brute sur autres régions	2 931	3 700	3 323
Coûts non affectés	(42 870)	(41 254)	(40 036)
Total	(1 038)	5 261	5 431
Actifs totaux			
Europe	36 850	39 645	40 521
Asie	38 799	42 498	40 924
Autres régions	8 893	9 390	8 569
Total	84 542	91 533	90 014

22. FRAIS COMMERCIAUX, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Frais de personnel	(20 458)	(19 525)	(19 637)
Dotations aux amortissements :			
• des immobilisations incorporelles	(1 002)	(1 044)	(960)
• des immobilisations corporelles	(791)	(727)	(652)
Dotations nettes aux provisions	92	(175)	(228)
Produits des services après-vente	1 515	1 716	1 703

Les frais de recherche et de développement qui couvrent les dépenses de recherche scientifique, l'élaboration des nouveaux produits, la veille technologique et l'amélioration des procédés existants se sont élevés à 2 127 milliers d'euros au 31 mars 2003, 2 259 milliers d'euros au 31 mars 2002 et 2 189 milliers d'euros au 31 mars 2001.

Les charges liées au personnel du Groupe ainsi qu'au personnel extérieur à l'entreprise, qui sont enregistrées à différents niveaux du compte de résultat, s'élèvent au 31 mars 2003 à 37 006 milliers d'euros contre 35 002 milliers d'euros au 31 mars 2002.

Au titre de l'exercice 2002-2003, la rémunération totale des membres du Comité Exécutif (élargi d'une personne supplémentaire) s'élève à 1 071 milliers d'euros. Les jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance s'élèvent à 4,6 milliers d'euros.

23. RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Produits financiers	283	424	963
Charges financières	(1 343)	(1 369)	(1 771)
Gains (pertes) de change nets	408	352	41
Total	(652)	(593)	(767)

24. ÉLÉMENTS INHABITUELS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Produits/(charges) inhabituels nets	(2 002)	50	643
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	(66)	(21)	(566)
Total	(2 068)	29	77

Au 31 mars 2003, le montant des éléments inhabituels comprend principalement :

- l'actualisation de la provision pour risque fiscal en Allemagne et du solde des exercices redressés pour un montant global de 122 milliers d'euros ;
- une provision dans le cadre d'accords sociaux conclus avec les syndicats pour 1 251 milliers d'euros ;
- une indemnité de rupture de fin de contrat pour la licence Japon de 234 milliers d'euros ;
- une dépréciation d'immobilisations corporelles pour 168 milliers d'euros ;
- des provisions pour restructuration de réseaux de distribution pour 520 milliers d'euros ;

Au 31 mars 2002, le montant des produits inhabituels comprenait principalement :

- la reprise d'une provision pour litige de 305 milliers d'euros devenue sans objet ;
- l'actualisation de la provision pour risque fiscal en Allemagne pour 266 milliers d'euros.

Au 31 mars 2001, le montant des produits inhabituels comprenait principalement des reprises nettes de provisions sur stocks de 679 milliers d'euros, des reprises de provisions pour restructuration de la distribution de 397 milliers d'euros, la reprise d'une provision pour risque asiatique devenue sans objet et la constatation de provisions pour couvrir la destruction des mécanismes de briquets X.tend qui ne seront pas mis sur le marché, et pour des risques liés à des ruptures de contrats pour 814 milliers d'euros.

La perte de 566 milliers d'euros sur les plus ou moins-values sur cession d'actifs correspondait essentiellement aux résultats de cession de 2 boutiques soit la constatation d'une moins-value de 314 milliers d'euros pour la France et une moins-value de 184 milliers d'euros pour l'Italie.

25. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Impôts courants	(969)	(869)	(750)
Impôts différés (note 26)	(272)	271	(19)
Total	(1 241)	(598)	(769)

La charge d'impôt net correspondant aux éléments inhabituels s'élève à - 33 milliers d'euros.

26. IMPÔTS DIFFÉRÉS

26.1 Variation nette des impositions différées (situations active et passive)

En milliers d'euros		31/03/03	31/03/02	31/03/01
Solde d'impôts différés actifs ouverture		1 563	1 300	1 544
Solde d'impôts différés passif ouverture		(101)	(86)	(93)
Situation nette d'impôts différés active ouverture		1 462	1 214	1 451
Effet sur le résultat	actif	(170)	285	(30)
	passif	(102)	(14)	11
Effet périmètre	actif	0	0	0
	passif	0	0	0
Autres	actif	0	0	(197)
	passif	0	0	0
Effet change	actif	(83)	(22)	(17)
	passif	8	(1)	(4)
Solde d'impôts différés actif clôture		1 310	1 563	1 300
Solde d'impôts différés passif clôture		(195)	(101)	(86)
Situation nette d'impôts différés active clôture		1 115	1 462	1 214

Les actifs d'impôts sur reports déficitaires ordinaires du Groupe non constatés s'élèvent à 4 780 milliers d'euros au 31 mars 2003 (5 363 milliers d'euros au 31 mars 2002 et 4 540 milliers d'euros au 31 mars 2001).

Par ailleurs, le Groupe dispose en France d'actifs d'impôts sur déficits indéfiniment reportables non constatés à hauteur de 4 295 milliers d'euros au 31 mars 2003 (1 686 milliers d'euros au 31 mars 2002 et 3 349 milliers d'euros au 31 mars 2001).

26.2 Les impôts différés constatés au bilan sont liés aux différences temporaires suivantes :

En milliers d'euros		31/03/03	31/03/02	31/03/01
Élimination des résultats internes		574	820	540
Provisions		182	160	177
Engagements de retraite		384	464	447
Amortissements		2	49	101
Déficits		30	0	0
Autres		138	70	35
Total actif		1 310	1 563	1 300
Provisions		(89)	(68)	(72)
Autres		(106)	(33)	(14)
Total passif		(195)	(101)	(86)

26.3 Analyse de l'écart entre le taux d'imposition réel et le taux d'imposition théorique

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
Taux d'imposition théorique en France	35,42 %	35,42 %	36,42 %
Impôt selon le taux théorique	1 331	(1 664)	(1 727)
Différence sur imposition à l'étranger	423	684	829
Changement de taux	38	(15)	(35)
Charges et produits non imposables	366	(220)	513
Utilisation des déficits reportables	(901)	757	31
Actifs d'impôts non constatés	(2 498)	(140)	(380)
Impôts	(1 241)	(598)	(769)
Taux d'impôt réel	- 33,0 %	12,7 %	16,2 %

27. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net – part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Résultat net – part du Groupe	(5 334)
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 182
Résultat net par action	(0,86)

Le résultat dilué par action est calculé en retenant le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice ajusté pour tenir compte de la conversion des actions potentiellement dilutives. Au 31 mars 2003, le Groupe S.T.Dupont a, comme actions potentiellement dilutives, les obligations convertibles.

Ainsi, l'emprunt obligataire convertible est considéré comme ayant été converti en actions à la date de son émission et le résultat net est ajusté afin d'éliminer la charge financière et l'amortissement de la prime de remboursement correspondants, nets d'impôts le cas échéant.

Résultat net – part du Groupe	(5 334)
Frais financiers	524
Amortissement primes de remboursement	48
Résultat net – part du Groupe après retraitement	(4 762)
Nombre moyen d'actions en circulation	6 226 182
Nombre moyen d'obligations non converties	1 164 204
Nombre d'actions total	7 390 386
Résultat net dilué par action	(0,64)

28. EXPOSITION AUX RISQUES DE TAUX ET DE CHANGE

Risques relatifs aux marchés financiers

Le Groupe S.T.Dupont est exposé dans ses activités aux risques financiers pouvant résulter de la variation des taux d'intérêt et de celle des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation respective de ses approvisionnements principalement européens et de la localisation de ses entités juridiques et de ses sites de vente. Par ailleurs, les royalties encaissées sont également exposées au risque de change. Ces derniers ont été limités depuis le début 1999 par la mise en place de l'euro de sorte que les risques concernent désormais principalement le dollar US et les monnaies liées, le yen, le franc suisse et la livre sterling.

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change est régie pour la maison mère dans le cadre d'une charte validée par la Direction du Groupe. Le Trésorier du Groupe et chacun des Contrôleurs Financiers des filiales assurent la surveillance quotidienne des limites, des positions et effectuent la validation des résultats. Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples.

28.1 Sensibilité au risque de change

Le Groupe est soumis au risque de conversion des états financiers en euro du fait de la forte exposition aux monnaies liées au dollar US. La proportion du chiffre d'affaires net de la Société par monnaie se répartit de la façon suivante :

EUR	50 %
USD	27 %
JPY	13 %
Autres	10 %
Total	100 %

Sur la base des chiffres de 2002-2003, le Groupe estime qu'une variation de 1 centime d'euros contre le dollar US et les monnaies liées aurait un impact de 247 milliers d'euros sur le résultat net consolidé.

Outre ce risque de conversion, la Société et ses filiales sont également exposées au risque de change sur certaines transactions lorsque ces dernières sont libellées dans une devise autre que la devise locale de l'entité qui réalise la transaction. La volatilité des taux de change peut entraîner une baisse de la valeur de la transaction dans la devise d'origine. C'est ce risque que couvre la Société.

28.2 Gestion du risque de change

Le principe du Groupe est en général de facturer à partir de la Société mère les filiales dans leur monnaie locale, sauf dans les cas exceptionnels où cette monnaie n'est pas convertible sur les marchés financiers. De plus, certains clients export sont également facturés en devise étrangère.

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux de change, la Société a adopté une politique de gestion dynamique de son risque de change. Ses objectifs sont multiples :

- couvrir la position à gérer à horizon douze mois, tout en tenant compte d'un encours à la clôture ;
- protéger systématiquement le cours de référence défini dans le cadre budgétaire ;
- conserver suffisamment de souplesse pour profiter des évolutions favorables des parités ou absorber les aléas sur les montants à gérer.

Dans ces conditions, la stratégie de gestion dynamique revient à combiner les différents instruments de couverture disponibles afin de répondre au mieux aux trois critères cités précédemment. Des niveaux d'alerte sont prédéterminés ; s'ils sont atteints, ils déclenchent des opérations de couverture.

Le netting des flux par devise fait donc l'objet d'une stratégie de couverture consistant à combiner :

- des couvertures de change par des ventes à terme pour la position bilantielle prenant en compte le cycle d'exploitation des filiales et les conditions de règlement ;
- des couvertures de change au moyen d'options. En effet, le Groupe couvre également ses ventes futures pour protéger le résultat net.

Les contrats de change à terme en cours totalisent, au 31 mars 2003, un montant de 6 351 milliers d'euros soit :

- 1 650 milliers de dollars US vendus au cours moyen pondéré de EUR/USD 1,017 à échéance maximum du 28 janvier 2004 ;
- 474 000 milliers de yens vendus au cours moyen pondéré de EUR/JPY 119,46 à échéance maximum du 26 mars 2004 ;
- 1 100 milliers de francs suisses vendus au cours moyen pondéré de EUR/CHF 1,4448 à échéance maximum du 29 mars 2004.

En parallèle, à fin mars 2003, le Groupe a acquis des options de vente de devises pour assurer un taux minimum de change pour ses flux hors zone euro sur l'exercice 2003-2004 pour un total en contre-valeur de 3 686 milliers d'euros.

Le montant est de :

- 1 500 milliers de dollars US vendus au cours moyen pondéré de EUR/USD 1,0115 à échéance maximum du 26 janvier 2004 ;
- 190 000 milliers de yens vendus au cours moyen pondéré de EUR/JPY 123,12 à échéance maximum du 7 janvier 2004 ;
- 950 milliers de francs suisses vendus au cours moyen pondéré de EUR/CHF 1,4407 à échéance maximum du 27 janvier 2004.

Au 31 mars 2003, environ 75 % de la position des flux estimatifs annuels 2003-2004 de la maison mère en dollar US est couverte. La stratégie mise en place permet encore de bénéficier de 25 % des éventuelles évolutions favorables du dollar US. La position des flux estimatifs de la maison mère en yen est couverte quant à elle pour moitié ; la stratégie mise en place permet de bénéficier de 51 % des éventuelles

évolutions favorables du yen. Enfin, la position des flux estimatifs de la maison mère en franc suisse est protégée à hauteur de 62 %, sachant que 38 % des éventuelles évolutions favorables du franc suisse peuvent encore être favorables dans le cadre de notre stratégie.

Depuis le début de l'exercice 2003-2004, le Groupe facture sa filiale S.T.Dupont Marketing Ltd en dollar de Hong Kong et à ce titre, a commencé à couvrir les flux dans cette devise.

À ce jour, les contrats de change à terme totalisent un montant de 2 310 millions d'euros soit 20 000 milliers de dollars de Hong Kong vendus au cours moyen pondéré de EUR/HKD 8,6585 à échéance maximum du 25 novembre 2003. Les options de vente quant à elles, portent sur 15 000 milliers de dollars de Hong Kong ou encore 1 755 milliers d'euros une fois vendus au cours moyen pondéré de EUR/HKD 8,5489 (échéance maximum au 26 août 2003). La moitié de la position annuelle des flux estimatifs de la maison mère est aujourd'hui couverte.

28.3 Gestion de la position de taux d'intérêt à court terme et des liquidités

La position courante de la trésorerie est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction du Groupe (maintenir une liquidité maximale, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe des taux, minimiser le coût d'emprunt) dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux d'intérêt au jour le jour.

28.4 Sensibilité au risque de taux d'intérêt

Le Groupe est majoritairement endetté à taux fixe par l'obligation convertible remboursable au 1^{er} avril 2004 pour un total de 12 515 milliers d'euros. La position à taux variable comprend uniquement le niveau d'utilisation au 31 mars 2003 (soit 2 554 milliers d'euros) des facilités accordées par les établissements de crédit pour une contre-valeur totale de 20 376 milliers d'euros.

Sur la base des chiffres de 2002-2003, le Groupe estime qu'une variation de 1 % du taux d'intérêt court terme appliquée sur l'utilisation de l'ensemble des lignes à fin mars 2003 aurait un impact de l'ordre de 204 milliers d'euros sur le résultat net consolidé.

29. AUTRES RISQUES RELATIFS AUX MARCHÉS FINANCIERS

29.1 Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler doit avoir été préalablement autorisée par la maison mère après appréciation de la solidité financière de la contrepartie. Le Groupe n'est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

Concernant le risque de contrepartie sur instruments financiers, le Groupe n'est pas non plus sujet à une concentration de risques significative. Les transactions sur les instruments dérivés ainsi que les placements des liquidités sont effectués auprès d'institutions financières reconnues pour leur solidité financière.

29.2 Risque de liquidité

Le Groupe S.T.Dupont bénéficie de lignes de crédit confirmées et non confirmées accordées par des banques internationales. Le montant de ces lignes de crédit au 31 mars 2003 s'élève à 20 376 milliers d'euros, dont 17 822 milliers ne sont pas utilisés. Les contrats relatifs aux lignes de crédit majoritairement non confirmées accordées aux entités du Groupe S.T.Dupont ne contiennent pas de dispositions conditionnant les termes et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers des entités en question. Seule la convention de crédit amortissable signée par S.T.Dupont S.A. (France) avec le Crédit Commercial de France (pour 1 500 milliers d'euros – au 31 mars 2003) contient des modalités de condition de crédit.

29.3 Évaluation des instruments financiers

Les valeurs comptables des actifs et passifs financiers suivants sont proches de leur juste valeur : trésorerie, placements, créances et dettes fournisseurs, autres créances et autres dettes, emprunts à court terme et à long terme. L'information sur la juste valeur de l'emprunt obligataire figure dans la note 15.

30. EFFECTIF MOYEN

En milliers d'euros	31/03/03	31/03/02	31/03/01
France	648	642	639
Étranger	187	181	183
Total	835	823	822

31. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les opérations financières avec les sociétés liées sont explicitées dans la note 16 aux états financiers.

Les transactions les plus importantes comptabilisées au cours de l'exercice sont :

- les revenus de licence au titre du contrat signé avec Bondwood Investment ;
- les Management Fees entre S.T.Dupont Marketing et Dickson Concept Limited ;
- la mise à disposition de personnel par Dickson Concept Ltd à S.T.Dupont Marketing Limited ;
- les ventes faites à des sociétés liées.

Nom de la Société	Nature des transactions	Montant des transactions de la période profit/(dépende) (en milliers d'euros)	Montant bilantiel (en milliers d'euros)
Hinckley Singapore Trading Pte	Services	(162)	0
Futian Seibu	Ventes nettes	137	110
Dickson Concept Limited (Wholesale division)	Salaires et dépenses	(239)	(31)
Dickson Concept Limited	Services	(496)	52
Bondwood Investment	Redevances	1 365	22
	Achat	(268)	0
	Ventes	33	0
	Dépenses	(4)	0
Hong Kong Seibu	Ventes nettes sur les points de vente	417	11
Dickson Communication Ltd	Communication	(174)	0
Autres	Ventes, achats, frais de communication, services, etc.)	53	(63)
Total		662	101

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 mars 2003

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société S.T.Dupont, établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport d'activité du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés

Paris, le 26 mai 2003

Les Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Coopers & Lybrand Audit
Membre de PricewaterhouseCoopers
représenté par
Hervé Panthier

Ricol, Lasteyrie & Associés
représenté par
Gilles de Courcel